

# BOYCOTT DU CT SPIP TOUJOURS RIEN DE CONCRET POUR LES PERSONNELS !

Montreuil, le 27 janvier 2016

Hier, les personnels de la Fonction publique se sont largement mobilisés pour leurs salaires, leurs missions et le Service Public. La CGT y était en force !

Cela fait deux mois que la CGT boycotte le Comité technique des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation tant les sujets de mécontentement et de colère s'accumulent, tant les personnels des SPIP n'en peuvent plus !

Il était temps que la CGT insertion probation soit enfin reçue à l'administration pénitentiaire. Cette audience se tenait lundi soir, en même temps que les vœux de Christiane Taubira à Vendôme. Signal de l'importance accordée à cette rencontre ? Non ! La directrice n'était pas présente et ses représentants (DAP adjoint, directeur adjoint RH et direction des Métiers et organisation des services) n'avaient **RIEN DE CONCRET** à nous annoncer !

► **Pour la fin de la pré-affectation** : bonne nouvelle ? « *Il n'y aurait plus de blocage au niveau de la DAP et l'administration serait désormais prête à travailler de manière active en deux ou trois mois afin que le système de la pré-affectation soit définitivement abandonné pour la prochaine promotion qui est en cours de recrutement.* » Si la DAP semble aujourd'hui prête à travailler de nouveau sur cette question c'est tout simplement parce que finalement le cabinet de Christiane Taubira aurait fait marche arrière et ne s'opposerait plus à l'abandon de la pré-affectation pour les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation stagiaires... Pourquoi ? Parce que l'administration pénitentiaire a porté de nouveau ce dossier ? Non ! C'est bien parce que la CGT et d'autres organisations syndicales représentatives dans les SPIP ont continué de mettre la pression auprès du cabinet depuis des semaines, qu'il y a désormais un « léger début de commencement de changement »... Les promesses n'engagent que ceux qui y croient ! La CGT attend **MAINTENANT ET VITE DES ACTES CONCRETS !**

- **Sur la retraite des personnels socio-éducatifs** : là encore **RIEN DE CONCRET !** Toujours de l'hypothétique et surtout rien que ne savait déjà la CGT. *Il y aurait un ouverture au niveau du cabinet de Bercy pour une étude « au cas par cas ».* L'administration pénitentiaire doit prochainement rencontrer le service des retraites de l'Etat... On est encore bien loin d'une solution ferme et définitive pour rétablir l'équité sur cette question de la retraite comme s'y était engagée la Ministre l'été dernier !
- La CGT a ensuite été offensive **sur la question des mesures indemnitaires** accordées récemment aux personnels de surveillance, aux officiers, aux personnels administratifs et aux personnels techniques à la suite d'une forte mobilisation de ces personnels. En effet, la CGT insertion probation a dénoncé fortement **qu'une fois de plus les personnels de la filière insertion probation ont été délibérément oubliés par leur propre administration !** Comment ne pas être en colère quand on sait que **la DAP a volontairement exclu les personnels d'insertion et de probation** de ces mesures indemnitaires favorables ?

## Pour rappel :

- 1 point en 2016 et 1 point supplémentaire en 2017 pour la prime de sujétions spéciales. Décidément, l'écart se creuse pour les personnels d'insertion et de probation qui ne perçoivent que 22% pour cette prime proportionnelle au traitement intégrée dans le calcul de la pension de retraite.
- Une augmentation de l'indemnité de charges pénitentiaires de près de 200 euros est prévue alors que l'indemnité forfaitaire allouée aux personnels d'insertion et de probation (IFPIP) stagne depuis 5 ans !

Si la DAP argue du fait que ces mesures indemnitaires vont de pair avec un travail sur la redéfinition et l'attractivité des métiers, la CGT a dû marteler haut et fort que **justement dans les SPIP les personnels devaient suivre à marche forcée déjà depuis des années la redéfinition des métiers, des missions et des pratiques professionnelle avec un taux d'érosion et un turnover important... mais sans l'argent qui va avec, sans la reconnaissance statutaire qui va avec...** Ils attendent du **CONCRET !**

► **Pour un chantier statutaire** les personnels sont priés de prendre un ticket au guichet et d'attendre leur tour ! Pour 2018 ou 2020 !

**C'en est définitivement trop pour la CGT !**

**Dans ces conditions, il est hors de question pour la CGT de siéger au CT SPIP de ce jour !**

Comité technique où les représentants étaient priés de venir « discuter » d'un projet de texte sur la **restriction du régime des permissions de sortir** qui, au CTAP a finalement été retiré de l'ordre du jour pour un retour au cabinet... Ironie du calendrier : projet de texte soumis au vote le jour où le Conseil des Ministres doit proposer la **prolongation de l'état d'urgence** ... Dans ce contexte sécuritaire portant atteinte aux droits des citoyens et contre lequel se bat avec force la CGT avec de nombreuses organisations et associations, le ministère, propose un texte qui restreint considérablement le droit des détenus à obtenir une permission de sortir pourtant essentielle à la préparation à la sortie et à leur réinsertion. La CGT pensait que la réponse médiatique à un sordide fait divers n'était plus de ce temps, mais apparemment pas !

Cette politique sécuritaire a permis de mobiliser des budgets pour la Justice mais ne nous y trompons pas, la CGT insertion probation le sait : **seule la lutte paie !**

**Une lutte est engagée dans la Fonction Publique notamment.**

**Le 30 janvier, une mobilisation est organisée contre l'état d'urgence ...**

**Pour nos services et les personnels, la CGT revendique haut et fort :**

► **une politique pénale ambitieuse favorisant la réinsertion de notre public et permettant de lutter contre la surpopulation pénale**

► **une revalorisation statutaire et indemnitaire pour tous avec notamment le dégel du point d'indice et le rejet du RIFSEEP (régime indemnitaire à la tête du client)**

► **un recrutement et une formation initiale de qualité avec l'abandon de la pré-affectation comme préalable indispensable**

► **un droit à la retraite digne de ce nom et notamment le rétablissement de l'équité pour la retraite des personnels socio-éducatifs**

► **un ratio de prise en charge et des organigrammes dans les services**

► **des organisations de travail concertées et respectueuses des équipes mettant fin au management autoritaire par objectifs**

**La CGT se tient prête à mettre tout en œuvre pour construire avec l'ensemble des personnels dans une large unité syndicale un rapport de force.**

**La CGT EST PRESENTE POUR DEFENDRE L'INTÉRÊT DES PERSONNELS, MOBILISÉE ET FORCE DE PROPOSITIONS.**

**NE NOUS RESIGNONS PAS**

**ET FAISONS ENTENDRE NOS VOIX!**

**SUR TOUS LES SUJETS, AVEC LES PERSONNELS DES SPIP,**

**LA CGT NE LÂCHE RIEN!**

**Collectif CGT Insertion Probation**  
UGFF-CGT 263, rue de Paris – case 542 – 93514 Montreuil Cedex  
Téléphones 01.55.82.89.69 ou 01.55.82.89.71 –  
Courrier électronique : [spip.cgt@gmail.com](mailto:spip.cgt@gmail.com)  
<http://www.cgtspip.org/>